

Isabelle Facon
Maître de Recherche
à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Les Relations Ue-Russie

Petit Déjeuner du Jeudi 18 décembre 2008

Emile Blanc

Madame Isabelle Facon, je vous souhaite la bienvenue, au nom du Président d'EuroDéfense-france, le général Jean Rannou, qui est indisponible et qui m'a chargé de vous accueillir.

Daniel Berthault

Isabelle Facon est une spécialiste des problèmes de la Russie et de l'Union européenne, ainsi que des questions de défense. Depuis 1991, elle est chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), en tant que maître de recherche. Elle enseigne à l'Institut catholique de Paris où elle est directrice du séminaire des grands enjeux du monde contemporain. Elle est titulaire d'un DEA de relations internationales à la faculté des sciences sociales et économiques depuis 2001. Elle travaille également à l'Institut des Hautes études de défense nationale où elle est une conférencière régulière. Elle anime un séminaire à l'Ecole Polytechnique sur Eurasie, l'espace post-soviétique. Elle a suivi ses études à l'université de Paris IV Sorbonne puis a passé un an à l'université d'Oxford. Elle est naturellement l'auteur de plusieurs publications et j'aurai l'occasion d'en évoquer une à la fin de son exposé.

Madame, nous vous donnons la parole.

I- Isabelle Facon

Merci beaucoup de cette introduction et je suis très contente d'être parmi vous pour vous parler de « *quelle coopération stratégique entre l'Ue et la Russie ?* » De fait, la relation entre l'Ue et la Russie est bien stratégique car la Russie est le plus grand voisin de l'Ue avec 2200 km de frontières communes et parce que la Russie est le 3^{ème} partenaire commercial de l'Ue après les Etats-Unis et la Chine

et aussi car au fil des ans, nous avons noué avec la Russie de nombreuses coopérations dans toutes sortes de domaines tels que justice, environnement, énergie, économie, sécurité. C'est ce qui a fait dire au Conseil européen, en pleine crise géorgienne, je cite : « *compte tenu de l'interdépendance entre l'Ue et la Russie et des problèmes globaux auxquels elles sont confrontées, il n'y a pas d'alternative souhaitable à une relation forte fondée sur la coopération, la confiance et le dialogue* ».

Une relation stratégique de fait, mais peut-on parler de coopération stratégique entre les deux acteurs même si la relation consiste dans un partenariat stratégique, expression consacrée pour décrire cette relation ? Je crois que malgré cette expression, on est loin d'une véritable coopération stratégique. Je ne vais pas m'étendre sur les aspects énergétiques car il m'a été demandé de parler plutôt de sécurité mais d'ores et déjà, on peut dire que sur le plan de l'énergie, la relation ne peut être qualifiée de solide ; bien au contraire, elle s'exprime en termes négatifs ou d'inquiétude à travers lesquels l'interdépendance est assez mal vécue.

Par contre, sur les aspects politico-militaires, il y a beaucoup d'éléments de coopération : question Tchad-Centre Afrique, opération en Afghanistan où en 2000 la Russie avait envisagé de déployer jusqu'à 60 000 hommes pour lutter contre les Talibans et pour Moscou, il est important que l'OTAN conduise cette lutte sur le terrain. Bien sûr, pour des raisons historiques, la Russie n'a vraiment pas envie d'envoyer des hommes en Afghanistan mais elle considère qu'une coopération avec les pays qui sont sur place est extrêmement importante.

Coopération, enfin, sur le dossier nucléaire iranien car même si un Iran nucléaire ne serait pas une énorme problématique de sécurité pour la Russie (on a vu avec le Pakistan que l'acquisition d'armes nucléaires pouvait rendre plus raisonnables certains régimes), dans les faits, l'idée que l'Iran acquiert l'arme nucléaire n'agrée pas les Russes car ils craindraient une réaction en chaîne à l'échelle régionale.

Si l'on regarde toutes ces coopérations, on constate qu'elles jouent sur le plan bilatéral et non pas sur le plan Ue Russie ; d'ailleurs dans la crise géorgienne, c'est le bilatéral qui a joué avec la coopération entre la France et la Russie et l'on peut se demander ce qu'il en serait advenu si la présidence de l'Europe avait été tenue par un pays de l'Europe centrale ou orientale.

On constate également qu'il n'y a pas de vraie coopération sur les affaires du continent partagées (sur les Balkans où on n'arrive pas à s'entendre, sur le

voisinage commun où la Russie ne se montre pas coopérative quant à la gestion de cet espace entre l'Ue et la Russie comme c'est le cas pour l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, l'espace mer noire ou les pays du Caucase). La Russie refuse même la notion de voisinage commun et elle préfère parler de « territoires adjacents à l'Ue et à la Russie. Cette dernière estime avoir une chasse gardée sur ces territoires adjacents.

Dans ce voisinage commun, l'Ue affiche un profil relativement modeste mais ce qui gêne la Russie, c'est que l'Ue dit que la meilleure façon de garantir la stabilité dans ce voisinage, c'est d'exporter la démocratie dans ces pays et la Russie craint alors qu'ils ne sortent de l'orbite russe. L'Ue a dit d'ailleurs en 2003 qu'elle estimait que l'intégration de l'Ukraine dans un espace commun avec la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, risquait de dominer les perspectives d'intégration éventuelle de l'Ukraine dans l'Ue.

De même, la Russie a analysé avec la même grille de lecture le fait que l'Ue, ces dernières années, a essayé de promouvoir des cadres de résolution des conflits gelés (Moldavie, Caucase) qui soient distincts de ceux qui existaient depuis dix ans et que la Russie a figés.

La réponse que propose la Russie à cette situation, c'est une histoire d'Europe bipolaire que beaucoup de pays européens refusent, à savoir la gestion du continent qui serait divisé en deux blocs (Ue et Russie) et (Russie et républiques de l'ex-URSS).

A Moscou, certaines personnes pensaient que les européens devraient se satisfaire de la situation de guerre en Géorgie puisque c'est la première fois que la Russie accepte une multilatéralisation de la gestion des conflits dans la Caucase puisqu'elle a accepté un rôle important pour l'Ue en termes de médiation. Je pense que ce point se discute car d'un côté le réalisme des responsables russes est positif avec l'accord de médiation au profit de l'Ue.

Mais d'un autre côté, force est de constater que la Russie n'a pas été très coopérative avec le médiateur européen car le plan en six points d'inspiration russe n'a pas été très souple. Il y a eu par ailleurs une intervention militaire très lourde n'ayant rien à voir avec « une réaction militaire proportionnée » et des retraits des forces russes qui se sont avérés très lents. Il reste aujourd'hui le refus des autorités russes et des Ossètes du Sud ainsi que des Abkhazes que les observateurs de l'Ue se rendent sur les territoires de l'Ossétie et de l'Abkhazie car l'Ue n'a pas reconnu ces deux indépendances, contrairement à la Russie.

Tout ceci montre que Moscou voudrait imposer à l'Europe un certain ordre des choses dans cette zone qu'elle préfère appréhender comme « *son étranger proche* » plutôt que comme « *un voisinage commun* ». D'ailleurs, si les Russes ont accepté de reconnaître les indépendances de ces deux provinces, c'est parce que s'ils ne l'avaient pas fait, ils auraient du entrer dans des négociations très complexes avec les européens sur le statut de leur force militaire sur ces deux territoires (force de maintien de la paix ou pas, quantité d'hommes déployés...etc.). Ils ont donc préféré imposer leur vision qu'ils avaient sur le statut de leurs forces dans ces deux régions.

La question qui se pose est de savoir pourquoi on n'arrive pas à voir une réelle coopération stratégique entre les deux acteurs. La raison vient du fait qu'ils pensent tous les deux que les conditions ne sont pas réunies : les Russes ne disent pas guerre en Géorgie mais conflit dans le Caucase du Sud. Aussi, que manque-t-il de la part des Russes pour qu'il y ait une réelle coopération stratégique avec l'Europe ?

Premièrement, c'est l'idée que l'Europe n'est pas suffisamment autonome notamment vis-à-vis des Etats-Unis, pour ce qui concerne le continent partagé avec la Russie ; en 1999, au moment de l'affaire du Kosovo, la Russie avait observé avec beaucoup d'intérêt les efforts pour relancer la PESD ainsi que la publication par l'Europe de la première stratégie commune consacrée à la Russie, ce qui avait amené ce dernier pays à que c'était un pas vers une Europe qui jouerait un rôle plus important en terme de multipolarité et de contrepoids à l'action américaine . Ceci avait amené Monsieur Poutine, lors de son arrivée au pouvoir, à étoffer le partenariat avec l'Ue bien au-delà des seuls aspects économiques à savoir en matière de coopération PESD - Russie.

2003 marque la guerre en Irak et, à ce moment là, la Russie est du même côté que certains pays européens qui s'opposent à la guerre. La Russie garde cependant espoir de trouver une coopération avec l'Ue, notamment avec les vieux pays comme la France, la Grande Bretagne ou l'Allemagne sur la PESD et elle n'a, à son goût, trouvé que des espoirs déçus, estimant que l'Europe était accusée de suivisme à l'égard de la politique américaine. Les Russes auraient, en effet, aimé que les européens se détachent un peu plus de la politique conduite par Monsieur Bush. A titre d'exemple, on a vu au sommet de l'OTAN de Bucarest que les pays européens sont prêts à suivre les Etats-Unis sur l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Alliance atlantique.

De même, les européens sont prêts à accepter que les américains installent des éléments du système anti-missiles en Europe (Pologne et république Tchèque), ce qui renforcerait la sécurité européenne. Enfin, les Russes reprochent aux européens d'avoir suivi sur le précédent du Kosovo ; et ce message sur le manque d'autonomie de l'Ue face aux Etats-Unis est revenu pendant la crise géorgienne où les Russes ont appelé les européens à se positionner par eux-mêmes sur une question qui touche à la sécurité européenne, et à agir de façon indépendante en fonction de leurs intérêts propres plutôt que de se laisser guider par les intérêts de politique étrangère des Etats-Unis, faute de quoi, la Russie devrait se résigner à traiter des affaires européennes avec Washington. On en est là avec la crise géorgienne.

Ce qui est vrai, c'est que nous avons en commun avec les Russes des intérêts fondamentaux que les américains n'ont pas et que notre politique doit être différente de celle des Etats-Unis sur la Russie et l'espace post soviétique ; cet espace est un voisinage pour les européens alors qu'il ne l'est pas pour les américains. Enfin, notre relation énergétique avec la Russie fait que nous devons avoir à leur égard une vision distincte de celle des Etats-Unis.

En revanche, les pays européens sont restés assez frileux sur cette politique autonome à conduire suite aux menaces brandies par la Russie sur la fermeture du robinet de gaz ou le déploiement de ses missiles dans la zone de Kaliningrad. Et il y a aussi le fait que l'Europe est trop divisée face à la Russie, ce qui la rend lourde, pesante et hésitante. Les sanctions pour la Russie au moment de la crise géorgienne ont été soutenues par certains pays et pas par d'autres ; ceci fait le jeu de la Russie, laquelle estime que les européens ne sont pas bien armés pour lui tenir tête, alors qu'ils le pourraient, compte tenu des fragilités de la Russie.

Le rapport de forces n'est pas aussi déséquilibré que le pensent les européens, surtout sur le plan économique. En 2007, le poids économique de l'Ue était sans commune mesure très supérieur à celui de la Russie : 22,4% du PNB mondial pour les vingt-sept Etats européens et seulement 3,2% pour la Russie.

Ce grand décalage dans ce rapport profite peu aux européens qui sont divisés, essentiellement sur la question russe (la France a longtemps été trop aimable, l'Allemagne est sensible avec ses intérêts économiques très forts en Russie et certains pays prôneraient presque une politique de « *containment* » à l'égard de la Russie comme la Pologne, les Etats Baltes ou la république Tchèque.) Un point par contre fait presque l'unanimité à l'égard des européens, à savoir le fait

que la Russie ne partage pas suffisamment un certain nombre de valeurs et de principes. Les Russes reprochent à l'Europe de vouloir leur imposer son modèle et l'Europe réplique en disant que ces valeurs et ces principes sont ceux que la Russie a signés pour le Conseil de l'Europe ou la charte d'Helsinki.

Le réflexe de coercition (pression sur le gaz, menace militaire, ... etc.) fait également l'unanimité au sein des pays européens. Ces derniers se retrouvent en tant qu'acteurs post modernes avec tout ce qui touche à l'emploi de la force qui n'est plus dans leur agenda alors que la Russie, quant à elle, continue de jouer fortement cette carte de la pression ou de la menace. Il y a là sans doute un fossé qui bloquera encore pendant longtemps les coopérations stratégiques.

Surtout, avec la crise en Géorgie, les européens ont constaté que la Russie avait rompu avec certains principes-clé qui étaient sensés avoir guidé son action en matière de politique internationale et qui étaient des choses communes et partagées avec l'Europe telles que l'abstention du recours à la force militaire en l'absence de mandat de l'ONU, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et les européens se retrouvent un peu déphasés face à une Russie qui s'en tenait depuis plusieurs années à ces principes fondamentaux et les défendait dans les forum internationaux.

Il y a un discours que j'ai entendu à Moscou et qui avance que l'Europe ne peut être qu'un partenaire secondaire et qui n'est pas intéressant car il n'est pas mature en tant qu'ensemble politique. Les taux de croissance très faibles de l'Europe sont mentionnés de même que les processus institutionnels sont alourdis en raison des élargissements.

Toutefois, ce discours négatif semble marquer un inconfort de la Russie face à laquelle elle se sent quand même vulnérable ; vulnérabilité en raison de la dépendance commerciale de la Russie vis-à-vis de l'Europe ou plus de 50% des échanges commerciaux se font avec elle. La relation énergétique, telle qu'on l'a vu tout à l'heure est une interdépendance en l'état actuel des choses. Les exportations de la Russie vers l'Europe représentent 15 à 20% de son PIB. Parmi les dix premiers investisseurs en Russie, six d'entre eux sont de l'Ue. Les européens pourraient d'ailleurs mobiliser cet avantage économique comme carte politique pour faire pression sur la Russie.

Il y peut-être aussi cette idée d'un manque de volonté du côté européen pour aider à la modernisation de l'économie russe car longtemps, les Russes ont pensé que l'Europe était le partenaire idéal pour le faire, c'est-à-dire assurer le

passage d'un statut d'une économie de rente vers un statut d'économie de haute technologie. Les Russes pensent parfois que l'Europe n'a délibérément pas voulu accepter cette démarche car elle ne tiendrait pas à ce que la Russie se redresse, redevienne forte.

Et toujours dans cette idée de vulnérabilité, il y a souvent le sentiment d'être mis de côté sur la scène économique alors que la Russie estime qu'elle a une place légitime en Europe. Medvedev et Poutine sont deux européens convaincus et il existe cette idée forte en Russie que les Russes ont joué un rôle très important dans la libération du continent mais aussi un peu plus tard dans sa démilitarisation et sa pacification quand les événements ont conduit à l'éclatement de l'URSS et que de gros efforts ont été accomplis pour rapatrier toutes les bases militaires d'Europe centrale et orientale.

Autrement dit, vu par les Russes, ils méritent d'autant mieux leur place en Europe que tous ces efforts ont été accomplis. La Russie pour l'instant n'a aucun projet pour entrer dans l'Ue ou l'OTAN et se pose la question de savoir comment rester une puissance européenne de plein droit sans pour autant faire partie de l'Ue, laquelle structure, influence et impose ses visions, ses valeurs et ses standards sur une partie de plus en plus importante du continent européen.

Je crois que toutes ces dispositions sont à l'origine de cette nouvelle proposition que la Russie a faite ces derniers temps sur un nouveau Traité de sécurité européenne et, maladroitement, ce projet a été distribué à certains Etats et pas à d'autres. Ce Traité de sécurité serait juridiquement contraignant dans le cadre duquel tous les pays se positionneraient sur une base nationale et non plus sur la base d'une organisation. Ce traité toucherait surtout à la « *hard security* » en matière militaire de façon à pouvoir mieux harmoniser les règles ; l'idée est qu'il n'y a pas un continent européen où la sécurité est égale pour tous et que les deux organisations que sont l'Ue et l'OTAN n'ont pas eu d'approche objective à l'égard de la Russie et notamment au moment de la crise géorgienne. Il y a cette idée qu'il n'existe pas un mécanisme de gestion et de résolution des crises et qu'on ne peut pas parler d'indivisibilité de la sécurité européenne car pour les Russes, certaines zones d'Europe ont moins de sécurité que d'autres.

Par ailleurs, le principe que la sécurité des uns ne doit pas se faire au détriment des autres ne fonctionne pas et là, les Russes ont en tête la question de l'élargissement de l'OTAN ; ils le mentionnent aussi pour le Kosovo, pour l'affaire de défense anti-missiles en Pologne et en république Tchèque, ainsi que

tout ce qui a trait à l'OSCE qui n'a pas fonctionné puisqu'on s'est trop intéressé **de** cette affaire de sécurité pour se consacrer aux problèmes des droits de l'homme. L'idée générale est qu'il n'y a pas de règle du jeu et qu'il faut tout recommencer pour établir un mécanisme pour les cas de crise où chaque pays européen s'exprimerait sur une base nationale et non pas sur la base d'organisation, avec un dispositif pour des consultations urgentes en cas de crise.

En matière de consultation, le Conseil OTAN-Russie, lorsqu'il a été créé a dit qu'il devait y avoir des consultations en cas de crise et on doit reconnaître qu'il n'a pas du tout joué son rôle lors du déclenchement de la crise géorgienne. L'ONU n'a pas fonctionné du tout et il faut donc trouver un nouveau mécanisme : car on sent bien que les européens et les pays de l'OTAN adoptent une position commune contre la Russie et qui lui est imposée, si bien que la Russie se retrouve plus comme un objet que comme un partenaire de ces organisations. Voilà, en gros, ce que les Russes ont en tête avec ce projet de sécurité européenne.

Pour conclure, je dirai qu'il y a beaucoup d'observateurs et de décideurs européens qui se posent la question de savoir comment associer plus justement la Russie au processus décisionnel sur la stabilité et la sécurité sur le continent. Effectivement, cette politique de sécurité ne peut pas être efficace sans qu'il y ait une concertation étroite entre l'Europe et Moscou. Mais il est vrai qu'une certaine brutalité dans la politique russe n'a pas beaucoup aidé et les européens ont fait valoir aux Russes qu'au moins, avec les Etats-Unis, il y avait un socle de principes communs et que, même en cas de crise majeure, on arrivait toujours à remettre le partenariat sur les rails grâce à ce fond de vision commune sur les choses.

Ce qui pose problème, c'est que pour l'instant, quelle que soit la vitalité de la force de proposition russe, les européens peuvent difficilement accepter ce que proposent les Russes, à savoir un partenariat qui serait basé seulement sur les intérêts communs (économiques, politiques, stratégiques ...) et pas du tout sur un minimum de vision commune et sur des principes. C'est donc là que le bât blesse pour que l'on ait une véritable coopération stratégique.

Voilà ce que je voulais vous dire.

II- Questions

Général François Bresson

En Europe, il y a l'Ue et une Russie d'Europe. Donc, sur le territoire géographique de l'Europe, il y a l'Ue et autre chose, mais il n'y a pas de frontière. Je me demande si l'on peut avoir une juste relation si l'on ne dit pas les choses franchement. Or, dans la zone grise qui sépare l'Europe de l'Ouest et le cœur de l'Union soviétique, l'Ue a fait le plein. On a maintenant dans l'Ue tout ce qui fait partie incontestablement de l'Europe au sens de l'Ue ; et ce qui reste, c'est, me semble-t-il, des pays qui font partie de l'autre côté et se pose alors la nature de leurs relations avec la Russie.

Peut-on espérer avoir des raisons positives si l'on dit carrément que l'Ukraine est plus proche de la Russie que de l'Europe de l'Ouest ?

Isabelle Facon

Cette chose-là, c'est à l'Ukraine de le dire. Vu des Russes, ou des Ukrainiens et des Arméniens qui sont aussi intéressés pour entrer dans l'Ue, avec la Moldavie et la Géorgie, les choses ne sont pas claires. Les Ukrainiens ont bien perçu que la politique européenne de voisinage, c'était un dispositif pour ne pas les prendre, mais ils ont toujours espoir que la situation puisse évoluer. Comme eux, la Pologne ou les pays baltes militent fortement en faveur d'une adhésion. On ne peut donc pas dire qu'aujourd'hui, les choses soient figées. Car à partir du moment où l'Ukraine, comme le Géorgie, estiment, pour de bonnes ou mauvaises raisons, que leur sécurité, leur avenir et leur prospérité, passent par leur appartenance à l'Ue, cela ne relève plus de la Russie, quelles que soient les pressions qu'elle peut faire par ailleurs.

Pour l'Ukraine, les choses peuvent évoluer du côté du régime car on sent bien que ce pays est traversé par de fortes divisions au point de savoir avec qui on doit vivre le plus étroitement dans l'avenir. La position officielle est qu'on doit vivre avec les deux mais en entrant dans l'Ue et dans l'OTAN. Et en fait, les problèmes politiques récurrents de l'Ukraine viennent justement en grande partie de cette interrogation, à savoir fait-on bien de se diriger vers les structures euro-atlantiques alors que l'on a des liens politiques, économiques, humains et historiques avec la Russie ?

L'aspiration légitime des hommes politiques n'est pas forcément soutenue par les opinions publiques et on aurait tort de faire rentrer l'Ukraine tant que ce pays n'aura pas su unifier la vision de son opinion publique.

A partir du moment où ces pays font leur demande, et où l'Europe encourage les indépendances et la souveraineté de ces Etats, cela devient difficile de dire que l'on ferme la porte et que l'on envisage un dispositif spécifique.

Autrement dit, et pour les Ukrainiens et pour les Russes, le débat est loin d'être tranché.

Général Jean-Paul Perruche

La constitution de l'Ue en tant qu'entité politique pose un problème stratégique majeur à la Russie qui a, à sa frontière occidentale, un ensemble politique cohérent.

Par ailleurs, pouvez-vous nous éclairer sur le potentiel de puissance de ce pays car on tend à confondre la Russie avec l'ex-URSS et on en est bien loin. La Russie, c'est 140 millions d'habitants avec une démographie déplorable ; c'est aussi l'absence de développement économique. Enfin, la Russie, c'est combien de divisions et quelles sont les capacités réelles de cette armée, laquelle s'est peut-être « *couverte de gloire* » face à une armée géorgienne dont on a dit qu'elle n'avait pas tout à fait rempli les espérances de son Président ?

Isabelle Facon

Sur l'Ukraine, d'abord, il aurait fallu être clair dès le début et l'Ue ne l'a pas été, ne voulant jamais sortir d'une certaine forme d'ambiguïté car on est arrivé, face à ce pays, dans une « *terra incognita* », n'ayant jusqu'alors privilégié que l'élargissement vers les anciens pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Là où je suis d'accord avec vous, c'est qu'une Ue forte et qui se renforce sur le plan de la sécurité pose des inquiétudes à la Russie dans cette vision stratégique qui est encore accentuée par le facteur américain. Les Russes veulent être reconnus comme une puissance européenne de plein droit et la demande d'adhésion à l'Europe de l'Ukraine leur pose un grave problème stratégique.

La puissance russe reste encore très fragile et cela, les Russes en ont conscience. Mais tant que les européens ne font pas front commun, les failles de la Russie ne peuvent pas être exploitées. La démographie est effectivement réduite à moins 700 000 habitants par an et les problèmes de santé publique sont très vastes

puisque la mortalité est très importante. La santé et l'éducation sont prioritaires dans les programmes mais on part d'une situation qui est très difficile à la suite d'une longue période de sous-financement.

Les problèmes de l'économie sont ceux de l'innovation avec une génération perdue en terme d'ingénieurs et de chercheurs et se posent des problèmes de rattrapage technologique.

L'énergie, c'est un atout pour la Russie mais la question pour l'Ue est de savoir si le pays va être capable d'extraire suffisamment de ressources en raison des conditions climatiques, technologiques et de financement. Aujourd'hui, les Russes disposent de beaucoup de ressources en Asie centrale pour satisfaire leurs approvisionnements pour l'Europe. Quant aux finances, les Russes ont été aidés par les prix élevés que leur rapportaient leurs énergies et le prix fortement à la baisse du baril de pétrole leur pose un problème de finance.

Par ailleurs, est ce que les fonds importants qui ont été injectés pour soutenir le rouble ont constitué une bonne politique ?

Sur le plan militaire, la priorité reste aux forces nucléaires et stratégiques mais le rythme est lent puisque 5 à 7 missiles seulement sont produits chaque année. Poutine aurait proposé dans les nouveaux traités post start 1 de descendre en dessous de 1500 têtes, voire 1000 à 1200.

Il y a par ailleurs toute une réflexion sur les performances de l'armée russe en Géorgie avec tous les problèmes de coordination qui se sont posés dans le cadre des systèmes de commandement et de contrôle, le problème du soutien aérien où les cibles détruites l'ont été par moyens terrestres, et enfin le facteur humain révélant un manque de discipline et de coordination. Une victoire-éclair mais beaucoup de problèmes sur le terrain en Géorgie ! On parle alors d'une véritable réforme sur le plan militaire, mais ce point est déjà ancien et rien n'a été fait.

Des idées sont sous-jacentes comme la répartition en brigade plutôt qu'en division ou encore la professionnalisation à cause des problèmes de démographie.

En conclusion, une puissance qui s'est un peu relevée ces dernières années en investissant dans la santé, l'éducation, le militaire mais qui reste fragile depuis l'effet de traîne des années 1990 après la suspension des investissements d'état dans tous les secteurs-clé et qui va affronter une nouvelle période difficile.

Question

Quel est le pourcentage des dépenses de défense par rapport au PIB ?

Isabelle Facon

Certains disent que les Russes en seraient aux 3,5 % qu'ils ambitionnent depuis longtemps mais on ignore si seule la défense est concernée par ce chiffre.

Jacques Favin Lévêque

Je rentre de Moscou où j'ai rencontré l'attaché de défense et je peux vous dire qu'il me confirme les chiffres que vous avez avancés.

Pourriez-vous dire quelle est la réalité de services secrets russes ; à en croire les journalistes, Poutine est un assassin qui a tué et qui tue les journalistes, empoisonne des représentants des chaînes politiques.

Qu'en est-il réellement et les services secrets ; sont-ils totalement maîtrisés ?

Isabelle Facon

Ce n'est pas tout à fait mon domaine. Ce qui est clair, cependant, c'est qu'il y a un renforcement de ces services avec Wladimir Poutine qui a des amis dans ce secteur. Ces services ont été renforcés au sein de l'armée où Wladimir Poutine a voulu réintroduire un certain contrôle des services secrets sur les problèmes liés aux assassinats ; le pouvoir peut ou non être impliqué dans ces affaires et ce qui pose problème, c'est que même s'il n'est pas impliqué, le pouvoir ne fait pas d'efforts pour faire avancer les enquêtes judiciaires.

Il y a donc en Russie un sentiment répandu que les services secrets ont une certaine impunité ou exercent des pressions sur des étrangers par exemple. Et la corruption fait partie de ces organismes d'Etat avec beaucoup de détournements et une police plutôt prédatrice que protectrice. Les renseignements extérieurs ont par ailleurs été redéployés sur le renseignement économique joint à l'espionnage industriel.

Jacques Favin Lévêque

On a l'impression que la Russie est un bloc avec M. Medvedev et Monsieur Poutine. La Russie est-elle aussi unie qu'il y paraît ? Certaines **xxxxx** ?

Isabelle Facon

C'est une question que je me suis posée en me rendant sur place. L'option crédible est qu'il y a une certaine équipe en **xxx**. Poutine et Medvedev, qui ne sont pas forcément deux amis mais qui travaillent ensemble depuis longtemps. Monsieur Medvedev assure d'ailleurs la continuité avec ce que Monsieur Poutine, avant lui, faisait. (Renforcement de la verticale du pouvoir par rapport aux régions et aux secteurs énergétiques). Les deux hommes servent en fait les intérêts du clan, qui en fait est le même que celui qui agissait sous Eltsine, clan dans lequel les uns ont besoin des autres et où règne finalement une certaine coalition d'intérêts au niveau de l'élite politique et économique. Poutine et Medvedev sont les garants de cet ordre-là et ils sont très marqués par ce qui s'était passé sous Gorbatchev où la dualité entre deux conseillers avait entraîné l'éclatement de l'URSS. L'idée en cours est donc d'aplanir les divergences, s'il y en a, afin de ne pas se retrouver dans une situation similaire.

Quant à la population, il est indéniable qu'elle suit ses dirigeants, dans une grande majorité. Pour le peuple, Poutine est celui qui a restauré la stabilité par rapport à la mauvaise situation sous Eltsine. Puis, après dix années de crise (années 90) et le crash financier (1998), on est dans une phase où la stabilité est quelque chose qui prime, plus que les revendications en terme de droit ou de liberté politique. Une autre chose qui joue, c'est que l'opposition n'a jamais été capable de se fédérer ou de se renouveler.

La crise financière est plus vue comme une catastrophe naturelle qui vient de l'extérieur que comme un problème lié à l'incompétence éventuelle des autorités russes. Pour l'instant, cela n'a pas l'air de beaucoup mordre sur la popularité de W. Poutine et de M. Medvedev.

Il y a l'opposition avec Kasparov qui essaie de surfer sur la crise financière pour déstabiliser le pouvoir politique, mais cette crise financière est vécue comme un problème contre lequel pas plus la Russie qu'un autre gouvernement ne peut lutter efficacement et Monsieur Kasparov, en tant qu'opposant, n'est pas considéré pour quelqu'un de très représentatif ; il est vu comme la personne qui doit faire la révolution orange en Russie par une grande partie de l'opinion publique. Il critique beaucoup le pouvoir en place et il ne propose rien.

Daniel Berthault

Si je peux ajouter quelque chose, car avec Emile Blanc on a travaillé sur les pays de l'Est et sur la Russie, sur les grandes activités industrielles, celles que l'on connaît le mieux, l'Aéronautique et l'Armement, il y a une reprise en main du pouvoir central.

On était parti vers une voie un peu libérale avec huit grandes firmes qui avaient des licences d'exportation directes et maintenant tout le monde est aligné derrière Sodorow export et tout passe par des canaux officiels pour le business et les agréments qui suivent.

Ensuite, la popularité du régime actuel en Russie, je crois qu'elle est très réelle et très appréciée par le peuple qui est pour cette remise en ordre ; le seul bémol est que la corruption continue à **fleurir (?)**.

Enfin, si l'on se place au niveau du sentiment russe, la force du sentiment d'encerclement avec l'OTAN qui pousse ses pions, est toujours là et devant la réaction de l'Ukraine et de la Géorgie, on a vu le régime Poutine arrêter ce processus d'éclatement.

Notre groupe de travail portant sur les relations Ue-Russie devra associer les pays membres pour analyser ces évolutions compte tenu de la sensibilité de chacun à l'égard des Russes.

Isabelle Facon

Je vous souhaite bonne chance dans votre travail.

Général de la Presse

Avant de partir, pouvez-vous nous dire un mot sur la façon dont la Russie perçoit la valeur laïcité, laquelle semble admise en Europe ?

Isabelle Facon

On peut souligner le poids acquis par l'église orthodoxe, et ce poids est politique, y compris en politique étrangère ; car il y a l'idée que sans le soutien de l'église orthodoxe, la Russie aurait pu chuter dans une crise morale extrêmement forte. Laïcité, ce n'est pas un terme qui est beaucoup utilisé en Russie ; par contre, la population ne comprend pas pourquoi les Français ont pu être choqués par les propos de Monsieur Sarkozy sur « les prêtres par rapport aux instituteurs » car pour eux, la France est un pays profondément catholique et

c'est cela qui l'emporte. Par ailleurs, les Russes essaient de faire un effort pour nous comprendre car ils sont très inquiets de leur population musulmane qui représente environ vingt millions de personnes : c'est la raison pour laquelle, la Russie a demandé à être membre observateur de l'organisation de la conférence islamique et qu'elle essaie d'avoir des rapports plus étroits avec des pays comme l'Arabie saoudite non seulement pour montrer qu'elle est capable d'avoir de bonnes relations avec le monde musulman mais aussi pour éviter que ce pays ne finance trop de choses au profit des musulmans de Russie.

Comme je vous l'ai dit, le terme laïcité n'est pas en vogue en Russie et pour les Russes, en l'état actuel des choses, cela ne veut pas dire grand-chose pour eux.

:

Emile Blanc

Effectivement, ce groupe de travail dont on vous a parlé auparavant et qui est en train de se mettre en place, a pour objectif de réfléchir à toutes ces questions dans une optique de défense européenne et d'arriver à faire émerger quelques principes transférables aux autres EuroDéfense puisque ces associations constituent un réseau bien maillé dans treize pays parmi les plus significatifs. Et parmi les idées que nous pourrions injecter, on retrouvera beaucoup de ce que vous avez dit.

Merci, Madame, vous nous avez enchantés.

Je voudrais, en conclusion, vous livrer un sentiment que vous avez éveillé en moi, c'est la période des produits vénéneux qui sont en train de dessiner partout ; il se trouve que les Russes ont inventé quelque chose qui peut être mortel pour l'Europe ; c'est de négocier un Traité stratégique pays par pays. C'est une catastrophe contre laquelle il faut immédiatement s'élever. Certains pays en sont heureux et, du côté des Anglais, on a des échos favorables sur ce genre d'initiative pour dire que l'on va diminuer le potentiel européen.

Par contre, le Traité de Lisbonne va quand même permettre à la Russie de faire des économies parce qu'avec un seul papier envoyé au Haut Commissaire chargé des relations internationales, ils pourront facilement ventiler sur les vingt-sept pays.

Daniel Berthault

Je voudrais ajouter un dernier point en disant qu'Isabelle Facon publie beaucoup et qu'elle a participé à un livre qui s'appelle : « La Chine et la Russie » ; Il est publié par Unicom et Mme Facon a apporté quelques feuillets sur son ouvrage. Il est vrai que l'on n'échappera pas à ce débat.

(applaudissements)
